

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 39 | 15-21 mars, 2021

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 154 personnes du à leurs liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies (GTDA) a [déclaré](#) que l'emprisonnement généralisé ou systématique des personnes ayant des liens présumés avec le groupe peut constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour le suivi des détentions de masse liées au mouvement Gülen depuis le coup d'État manqué en juillet 2016.

**16 mars** : Les procureurs d'Istanbul ont [abandonné](#) les accusations de négligence dans l'affaire Deniz Hakan Şen, un détenu décédé d'un cancer après s'être vu refuser un traitement en temps voulu et libéré seulement deux semaines avant sa mort, affirmant "qu'il serait mort même s'il avait reçu un traitement."

## PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

**17 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [condamné](#) un officier de police à 16 ans et huit mois de prison pour le meurtre de Festus Okey, un Nigérian abattu au département de police de Beyoğlu en 2007.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semblent être les derniers cas en date d'une

série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

**16 mars** : [Sezer Tatar](#), membre du HDP à Van, aurait été forcé de monter dans un véhicule par des individus qui se sont présentés comme des policiers. Il a été contraint de devenir un informateur pour les autorités et a été agressé physiquement avant d'être relâché le même jour.

## LIBERTÉ DE RÉUNION

**16 mars** : Le bureau du gouverneur de Hakkari a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**18 mars** : La police d'Ankara a [arrêté](#) neuf militants qui protestaient contre l'expulsion d'Ömer Faruk Gergerlioğlu du parlement. Les détenus ont été libérés plus tard dans la même journée.

**20 mars** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 14 personnes alors qu'elles célébraient la fête kurde de Newroz.

**20 mars** : La police d'Ankara a [bloqué](#) une manifestation en faveur des droits des femmes pour protester contre le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul, et a arrêté deux personnes.

**20 mars** : La police de Malatya a brièvement [détenu](#) un homme et ses deux enfants pendant les célébrations du Newroz. Les détenus ont été libérés le jour même.

**21 mars** : La police de Diyarbakır a [arrêté](#) 63 personnes, dont six mineurs, pour avoir porté des foulards jaune-rouge-vert alors qu'elles se rendaient aux célébrations du Newroz. Parmi les détenus, 39 ont été libérés dans la journée.

**21 mars** : La police d'Adana a [arrêté](#) huit personnes, dont trois mineurs, pendant les célébrations du Newroz.

**21 mars** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 11 personnes pendant les célébrations du Newroz.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

**15 mars** : La police de Şanlıurfa a brièvement [détenu](#) Emine Şenyaşar, qui avait organisé un sit-in de protestation devant le palais de justice provincial après avoir perdu son épouse et ses deux enfants à la suite d'une rixe entre des membres de sa famille et un député local du parti au pouvoir. Şenyaşar a été libéré quelques heures plus tard.

**16 mars** : Le parlement a [expulsé](#) le député Ömer Faruk Gergerlioğlu en raison de la peine de prison qui lui a été infligée pour un tweet dans lequel il partageait un reportage du site d'information T24. Gergerlioğlu a [refusé](#) de quitter le bâtiment du parlement en signe de protestation jusqu'à ce qu'il soit [expulsé](#) de force par la police et brièvement détenu le 21 mars.

**16 mars** : Le présentateur de radio [Hazim Özsü](#) a été abattu à Bursa. Arrêté par la police, le tireur a expliqué qu'il avait tué Özsü parce que ses commentaires à la radio lui déplaisaient.

**16 mars** : Un tribunal de Muğla a [condamné](#) le journaliste Hakan Aygün à sept mois et 15 jours de prison pour avoir provoqué la haine et l'inimitié à la suite d'un tweet se moquant de la campagne nationale de lutte contre la pandémie menée par le gouvernement.

**16 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à un reportage sur les comptes bancaires maltais off-shore présumés du gendre du président Recep Tayyip Erdoğan, Berat Albayrak, et de son frère Serhat Albayrak.

**16 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à un reportage sur les remarques de l'économiste Ali Bilge sur une poursuite de la cour fédérale américaine contre le prêteur d'État Halkbank.

**16 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à un reportage sur le procès intenté par un homme d'affaires pro-gouvernemental à un journaliste au sujet d'une chronique.

**16 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [acquitté](#) les journalistes Seyhan Avşar et Necdet Önemli de l'accusation de divulgation de l'identité de fonctionnaires ayant pris part à la lutte contre le terrorisme, pour un

reportage sur un procureur qui s'est avéré être un ancien détenu.

**16 mars** : Un tribunal de Kars a [décidé](#) d'acquitter l'ancien député Mahmut Alınak de l'accusation d'avoir insulté le président sur les réseaux sociaux.

**17 mars** : La Cour constitutionnelle a [conclu](#) à l'absence de violation des droits dans le cas d'Ercan Gün, un ancien rédacteur en chef qui est en détention provisoire depuis près de cinq ans.

**17 mars** : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) le journaliste Enver Aysever, accusé de dénigrer les valeurs religieuses, suite au tweet d'une caricature représentant un concierge semblant désinfecter l'esprit d'un religieux. Aysever a été libéré après son interrogatoire.

**17 mars** : Un tribunal d'Ordu a [ordonné](#) au maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu de payer une amende monétaire pour avoir insulté un ancien gouverneur d'Ordu. Lors du procès, le maire d'opposition risquait une peine allant jusqu'à deux ans de prison.

**17 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [imposé](#) une amende monétaire au journaliste Ali Ergin Demirhan pour insulte au président, à propos de reportages publiés en 2018 sur les opérations militaires de la Turquie en Syrie.

**17 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [libéré](#) de leur détention provisoire deux étudiants universitaires, lors de la première audience d'une affaire dans laquelle ils risquent, avec cinq autres accusés, des peines de prison allant jusqu'à trois ans en raison de l'affichage d'une affiche représentant la Kaaba avec des drapeaux LGBT. Les étudiants sont accusés d'avoir "dégradé publiquement les valeurs religieuses d'un segment du public".

**18 mars** : Un tribunal de Van a [décidé](#) d'acquitter le journaliste Arif Aslan des accusations de terrorisme.

**19 mars** : Un quotidien progouvernemental [affirme](#) que Twitter va nommer un représentant en Turquie, conformément à une loi controversée sur les réseaux sociaux qui renforce le contrôle du gouvernement sur les plateformes de médias sociaux. La société a récemment été frappée d'une interdiction de publicité pour ne pas avoir respecté la loi et risque une réduction de la bande passante qui la rendrait pratiquement inaccessible si elle continue à résister.

**20 mars** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) le journaliste français Sylvain Mercadier à son arrivée à l'aéroport pour suivre les célébrations du Newroz. Mercadier a été expulsé le lendemain au motif qu'il représentait une menace pour la sécurité nationale.

## LIBERTÉ DE CULTE

**17 mars** : De multiples rapports [indiquent](#) que les protestants vivant en Turquie sont de plus en plus menacés par des poursuites judiciaires arbitraires visant des membres de leur communauté.

## DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

**16 mars** : Le parlement a [expulsé](#) le député Ömer Faruk Gergerlioğlu en raison de la peine de prison qui lui a été infligée pour un tweet dans lequel il partageait un reportage du site d'information T24. Gergerlioğlu a [refusé](#) de quitter le bâtiment du parlement en signe de protestation jusqu'à ce qu'il soit [expulsé](#) de force par la police et brièvement détenu le 21 mars.

**19 mars** : La police d'Ankara a [placé](#) en détention Öztürk Türkdoğan, directeur de l'Association des droits de l'homme (İHD), pour des motifs liés au terrorisme. Türkdoğan a été [libéré](#) sous probation plus tard dans la même journée.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**16 mars** : Les procureurs d'Istanbul ont [abandonné](#) les accusations de négligence dans le cas de Deniz Hakan Şen, un détenu décédé d'un cancer après s'être vu refuser un traitement en temps voulu et libéré seulement deux semaines avant sa mort, affirmant "qu'il serait mort même s'il avait reçu un traitement."

**16 mars** : Un tribunal de Muğla a [condamné](#) le journaliste Hakan Aygün à sept mois, 15 jours, pour avoir provoqué la haine et l'inimitié, suite à un tweet se moquant de la campagne nationale d'aide aux pandémies du gouvernement. Cette décision a été prise en dépit d'une décision de la Cour constitutionnelle de février, qui avait estimé que la détention provisoire d'Aygün en raison de ce tweet constituait une violation de ses droits.

## MINORITÉ KURDE

**15 mars** : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) le dirigeant local du HDP, Murat Öndeş, à six ans et trois mois de prison pour des accusations liées au terrorisme.

**17 mars** : Un procureur de la Cour suprême d'appel a [demandé](#) à la Cour constitutionnelle de fermer le HDP pro-kurde, troisième groupe le plus important du Parlement. L'acte d'accusation du procureur [assimilait](#) le parti au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe terroriste illégal en Turquie et dans le monde, et demandait une interdiction politique pour plus de 600 responsables du parti, dont ses coprésidents actuels et ses anciens dirigeants emprisonnés, Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ.

**17 mars** : Un tribunal de Muş [condamne](#) l'ancien maire du HDP, Adnan Topçu, à huit ans, un mois et 15 jours de prison pour diverses accusations liées au terrorisme.

**19 mars** : La police de plusieurs provinces a [arrêté](#) au moins 36 membres du HDP pour des liens présumés avec le terrorisme.

**19 mars** : Le ministère de l'éducation a [préparé](#) un manuel scolaire d'introduction sur la province à majorité kurde de Diyarbakır, qui ne fait aucune référence à l'identité kurde locale et prétend que la langue parlée dans la province est le turc azéri.

**20 mars** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 14 personnes alors qu'elles célébraient la fête kurde de Newroz.

**20 mars** : La police de Malatya a brièvement [détenu](#) un homme et ses deux enfants pendant les célébrations du Newroz. Les détenus ont été libérés le jour même.

**21 mars** : La police de Diyarbakır a [arrêté](#) 63 personnes, dont six mineurs, pour avoir porté des foulards jaune-rouge-vert alors qu'elles se rendaient aux célébrations du Newroz. Parmi les détenus, 39 ont été libérés dans la journée.

**21 mars** : La police d'Adana a [arrêté](#) huit personnes, dont trois mineurs, pendant les célébrations du Newroz.

**21 mars** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 11 personnes pendant les célébrations du Newroz.

## MAUVAIS TRAITEMENT DES CITOYENS À L'ÉTRANGER

**15 mars** : Les autorités belges [soupçonnent](#) l'ancien ambassadeur de Turquie à Paris, İsmail Hakkı Musa,

d'être impliqué dans l'assassinat de trois membres présumés du PKK à Paris en 2013.

## AUTRES MINORITÉS

**17 mars** : La communauté LGBT a [subi](#) deux attaques consécutives contre ses membres au cours des dernières semaines, avec au moins trois femmes transgenres blessées ou mortes.

## RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

**17 mars** : Le vice-ministre des Affaires étrangères Faruk Kaymakçı a [déclaré](#) que l'UE devrait renouveler l'accord sur les migrants de mars 2016.

**19 mars** : Des responsables turcs [accusent](#) les garde-côtes grecs d'avoir menotté sept migrants et de les avoir jetés dans la mer Égée sans gilet de sauvetage, ce qui a entraîné au moins trois décès.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**21 mars** : La police de Diyarbakır a physiquement et verbalement [maltraité](#) en garde à vue les personnes qui ont été arrêtées alors qu'elles se rendaient à la célébration du Newroz.

## DROITS DES FEMMES

**20 mars** : La présidence a [publié](#) un décret présidentiel retirant la Turquie de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Selon un [rapport](#) annuel sur les violences sexistes compilé par Bianet, les hommes ont tué au moins 284 femmes et infligé des violences à 792 autres en 2020. Un autre [rapport](#) publié par l'Association des droits de l'homme (İHD) chiffre à 1 075 le nombre de femmes soumises à des violences économiques, physiques, psychologiques. Le rapport de l'İHD indique également que 41 femmes ont été poussées au suicide et 178 ont été retrouvées mortes dans des circonstances suspectes.

**20 mars** : La police d'Ankara a [bloqué](#) une manifestation pour les droits des femmes visant à protester contre le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul, et a placé deux personnes en détention.